

Eléments de correction de l'ECC n° 1

Evaluation des Connaissances & de la Compréhension

I) Connaissances :

1) Distinguez P.I.B. et croissance économique. (/2)

Le Produit Intérieur Brut est l'agrégat de la comptabilité nationale qui mesure la production de biens et services marchands et non marchands sur un territoire donné par les unités productives résidentes (quelle que soit leur nationalité) durant une période donnée, en général 1 an (ou 1 trimestre). La croissance économique est un phénomène cumulatif de long terme d'accroissement des richesses produites par un territoire. La croissance économique se mesure généralement à l'aide des variations de longue période du PIB en volume (exprimées en %). Le PIB est donc l'outil de mesure de la croissance économique, et non lui-même la croissance économique.

2) D'où provient la P.G.F. ? (/2)

La Productivité Globale des Facteurs mesure, via les fonctions de production, le résidu non expliqué par les quantités de facteurs travail (L) et capital (K). La PGF mesure donc la qualité (ou l'efficacité = la productivité) de la combinaison des facteurs de production. Elle peut provenir du progrès technique, d'une meilleure formation de la main-d'œuvre, d'une meilleure organisation du travail ou d'une meilleure combinaison productive.

3) Pourquoi utilise-t-on le TCAM du P.I.B. en volume pour mesurer la croissance économique ? (/2)

Le PIB en volume s'oppose au PIB en valeur. Il s'agit d'un PIB déflaté, c'est-à-dire duquel on a éliminé l'effet-prix de l'inflation pour connaître le montant réel des quantités produites, indépendamment de la variation des prix des produits d'une période à l'autre.

On utilise le TCAM du PIB pour mettre en évidence les variations moyennes de long terme du PIB puisque la croissance est un phénomène de long terme (la variation annuelle en % du PIB permet de repérer l'expansion ou la récession seulement).

4) Quelles sont les limites de la comptabilisation de la production non-marchande dans le P.I.B.? (/2)

Les services non marchands étant mis à disposition gratuitement ou quasi gratuitement, ils n'ont pas de prix. Puisqu'ils n'ont pas de prix, on ne peut pas mesurer la production non marchande via les VA comme on le fait pour la production marchande. Par convention, la production non marchande est donc estimée à hauteur de ses coûts de production moins les consommations intermédiaires, cela revient peu ou prou à l'estimer à la valeur des salaires (traitements) des fonctionnaires. Ainsi, il ne s'agit que d'une approximation qui est relativement arbitraire puisqu'une éventuelle variation relative des salaires des fonctionnaires fera varier la production non marchande dans le PIB. En outre, la qualité des services non marchands est mal mesurée. En effet, pour les produits marchands on peut faire l'hypothèse que leur prix de vente reflète assez bien leur qualité, cela est moins évident avec les salaires des fonctionnaires qui peuvent être relativement plus ou moins élevés selon les pays sans que cela ne soit le reflet fidèle de la qualité des services non marchands produits. Enfin, les services sont moins coûteux à produire dans le cadre non marchand que dans le cadre marchand (car le prix inclus alors le profit). De ce fait, *ceteris paribus*, la comparaison des PIB entre pays ayant un périmètre de production non marchande éloignée est faussée puisque le PIB des pays ayant une part importante de non marchand sera monétairement sous estimé à volume de production équivalente.

II) Compréhension :

5) §AEI : Pourquoi l'Etat doit intervenir pour stimuler l'innovation ? (/2) (notions utiles pour bien répondre : bien collectif, non rival, non excluable, sous-investissement, passager clandestin, brevet) (/2)

En économie, l'innovation est considérée comme un bien collectif, c'est-à-dire un bien non rival et non excluable (tout le monde peut en profiter intégralement et gratuitement). Cette situation génère un sous investissement en innovation de la part des acteurs privés car chacun a intérêt à se comporter en passager clandestin, c'est-à-dire à attendre que d'autres prennent le risque et le coût de l'innovation, avant de l'imiter gratuitement en cas de succès de l'innovation. Comme tous les agents privés se disent la même chose, le niveau global d'innovation est inférieur à son niveau souhaitable pour entretenir la PGF et donc la croissance économique. C'est pourquoi les économistes, qui parlent de défaillance du marché en présence de biens collectifs, recommandent à l'Etat d'intervenir indirectement pour inciter les agents privés à innover (mise en place d'une législation du brevet, subventions à l'innovation des entreprises ou crédit d'impôt recherche) ou directement pour innover à la place des agents privés (système scolaire performant, infrastructures publiques performantes, commandes publiques par exemple innovation militaire ou nucléaire avec transferts de technologies vers le civil, recherche publique type CNRS en France).

6) Quel est l'intérêt de l'IDH par rapport au PIB/habitant ? (2)

Le PIB/hab mesure le niveau de vie moyen d'un territoire (aspect quantitatif) mais ne permet pas de connaître le bien-être de la population (aspects qualitatifs). En effet des pays comme le Qatar ont un PIB/hab très élevé sans que cela ne témoigne d'un bien être (éducation, santé) équivalent de la population. L'Indice de Développement Humain a été construit pour palier cette carence. En effet, l'IDH est un indicateur qualitatif composite qui intègre le niveau de vie moyen pour un tiers mais également l'espérance de vie moyenne et le niveau d'éducation moyen de la population. L'IDH permet donc, au-delà du niveau de vie moyen, de mesurer le bien être d'une population en tenant compte de sa santé et de son niveau d'instruction.

7) Quelles sont les limites de l'IDH ? (2)

Comme le PIB/hab., l'IDH ne permet cependant pas de connaître le degré d'inégalités dans la répartition des richesses d'un pays, ni d'évaluer la soutenabilité de la croissance. C'est pourquoi d'autres indicateurs complémentaires ont été et continuent d'être élaborés.

8) En quoi l'institution marchande qu'est le système bancaire est-elle favorable à la croissance économique ? (2)

Le système bancaire permet de financer l'économie, c'est-à-dire, d'accorder des crédits aux entreprises qui investissent ou aux ménages qui effectuent de grosses dépenses. Or, l'investissement et la consommation sont les moteurs centraux de la croissance économique. Un système bancaire permet plus basiquement de faciliter la circulation monétaire et la sécurité des dépôts indispensables eux-aussi à l'activité économique donc à la croissance.

9) Interprétation de données statistiques

9a) Faites une phrase précise et explicite avec chacune des 2 données en *gras-italique*. (1)

- Entre 1991 et 2003, le PIB de l'Allemagne a augmenté en moyenne chaque année de 1,4%.
- ~~Entre 1991 et 2003, le taux de croissance du PIB de l'Allemagne est en moyenne chaque année de 1,4%.~~
- Sur la même période, le facteur capital a contribué de 0,7 points de % à la croissance du PIB de l'Allemagne, soit 50% de sa croissance économique annuelle moyenne (0,7/1,4).
- ~~Sur la même période, le facteur capital a augmenté de 0,7%.~~
- ~~Sur la même période, le facteur capital est de 0,7 points de % du PIB de l'Allemagne.~~

9b) Quels pays ont une croissance extensive entre 1991 et 2003 ? Justifiez. (1)

L'Espagne et les Etats-Unis sont les 2 pays à croissance extensive car ce sont ceux pour lesquels la PGF compte le moins dans la croissance du PIB et les quantités de facteurs L et K le plus.

9c) Quelles causes peuvent expliquer une contribution négative du facteur travail ? (1)

Faible natalité, fort taux de chômage, législation limitant le temps de travail (sur le mois, sur l'année, sur la vie), faible taux d'activité des femmes / des jeunes / des seniors.

9d) D'où provient la contribution positive du facteur capital ? (1)

De l'accumulation de capital fixe, c'est-à-dire de l'investissement.